

2017 CE QUE VOUS RÉSERVE LA DROITE

RENAUD DÉLY

Ils flairent la victoire au bout de la primaire et rêvent d'une revanche éclatante. Du coup, Juppé, Sarkozy, Fillon, LeMaire et les autres font assaut de propositions chocs pour "tailler dans les dépenses publiques et flexibiliser" tout en s'employant à regagner l'électorat du Front national. Et si, au bout du compte, **les prétendants de l'opposition s'apprêtaient à faire bien pire que François Hollande?**

L'affiche a trente ans. Pile. A michemin d'« Amityville, la maison du diable » et des « Dents de la mer », elle se décline en plusieurs versions, éditées à l'approche des législatives de mars 1986. Sur l'une, on peut lire l'effroi dans le regard d'une ménagère qui brandit son balai comme pour se protéger d'une créature malfaisante. Dans une autre, la terreur s'imprime au fond des yeux d'un jeune homme effrayé par le danger qu'il voit fondre sur lui. Le monstre est hors champ. **Le slogan le dévoile : « Au secours ! la droite revient. »**

Sans doute est-ce parce que cette iconographie défaitiste était déjà délicieusement ringarde qu'elle n'a presque pas pris une ride. Car, trente ans après, tout indique la prochaine sortie sur nos écrans électoraux d'un remake de ce film catastrophe. A douze mois de l'échéance présidentielle, la victoire semble d'ores et déjà promise à la droite. Pas une seule enquête d'opinion ne laisse même à François Hollande l'espoir d'atteindre le second tour. Tous pronostiquent un duel final entre Marine Le Pen et le candidat du parti Les Républicains. Cet affrontement se solderait inmanquablement par la victoire du second tant, face à la menace de l'extrême droite, les électeurs de gauche se précipitent massivement au secours de la droite, comme l'ont montré les récents succès de Xavier Bertrand et Christian Estrosi lors des régionales.

Se pencher sur les programmes des candidats à la primaire de la droite, c'est donc découvrir la potion que nous infligera le probable futur chef de l'Etat. Elle promet d'être amère. Prise en tenaille entre l'inflexion sociale-libérale du hollandisme à la sauce Macron et la montée en puissance d'une extrême droite xénophobe et souverainiste version Philippot, la droite se laisse aller à une périlleuse surenchère dans deux directions simultanées : l'une résolument ultralibérale sur le plan économique, l'autre franchement nationaliste et identitaire sur les sujets régaliens liés à la sécurité, l'immigration et l'islam. Dans les deux cas, un même moteur : un anti-hollandisme viscéral qui n'a rien à envier à l'antisarkozisme que pratiquaient les socialistes avant 2012. Du passé hollandais, faisons table rase ! C'est le mot d'ordre partagé par tous ceux qui postulent pour enfile la casaque de la droite à la présidentielle. Rien ne trouve grâce à leurs yeux dans le bilan du quinquennat qui s'achève. En matière de coup de balai, François Fillon fait figure de grand nettoyeur. L'ancien Premier ministre fronçe ses sourcils pompidoliens et prend des accents churchilliens pour clamer sa volonté inébranlable de « *casser la baraque* ». Bruno Le Maire n'est pas le dernier à promettre, lui aussi, du sang et des larmes, et veut en finir, par exemple, avec « *un système administratif et fiscal devenu fou* ». On jurerait qu'Alain Juppé a réenfilé ses bottes autoritaires de 1995 lorsqu'il annonce sa volonté de « *simplifier drastiquement le Code du Travail* » et d'instaurer « *des déclics de confiance* » propres à apaiser les humeurs des chefs d'entreprise. Quant à Nicolas Sarkozy, peu porté sur la nuance dès lors qu'il s'agit de faire oublier son propre bilan à l'Elysée, il annonce carrément, en cas de come-back réussi, le dépôt dès juillet 2017 d'un projet de loi portant réduction de 100 milliards de dépenses publiques, diminution de 10% de l'impôt sur le revenu et suppression

de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF).

Signe des temps, cette dernière mesure fait l'unanimité parmi les candidats à la primaire. Il y a trente ans, la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes (IGF) faisait figure de chiffon rouge du programme de la défunte alliance RPR-UDF. La mesure trônait en tête du pot-pourri libéral concocté par cette droite qui batifolait dans l'herbe sous le slogan « Vivement demain ! ». Un vieux couple, Ronnie et Maggie (Reagan et Thatcher), imposait une telle empreinte libérale sur le cours des droites occidentales que les encore jeunes Alain Juppé et François Fillon jugeaient bon de gambader en bras de chemise, la cravate sur l'épaule, aux côtés de leur mentor de l'époque, Jacques Chirac. Sans doute n'ont-ils pas oublié que la mise en oeuvre de la suppression de l'IGF avait suscité dans l'opinion un tollé qui avait vite redonné des couleurs à la gauche.

Un particularisme hexagonal, teinté de colbertisme, de croyance en l'Etat et d'optimisme festif à la mode SOS Racisme, condamnait l'hydre de la dérégulation et de la répression à l'échec : Edouard Balladur avait dû remballer ses « noyaux durs », Charles Pasqua, sa réforme du Code de la Nationalité, et Robert Pandraud, ses « voltigeurs ». Trente ans plus tard, changement de climat. Le fond de l'air effraie tant il a viré libéral, et sécuritaire. « *Tout le corps social réclame un modèle méritocratique fondé sur le libre choix et la responsabilité* », se félicite le politologue Dominique Reynié, qui se souvient des quolibets qu'il subissait en 2008 lorsqu'il définissait la Fondation pour l'Innovation politique (Fondapol), dont il venait de prendre les rênes, comme une « *fondation libérale et européenne* ». Les temps ont changé, la gauche aussi, et lorsqu'ils entendent l'expression « *dépense publique* », **les prétendants LR sortent désormais sans fard leur sécateur : 100 milliards de réductions pour Nicolas Sarkozy et Alain Juppé donc, mais carrément 110 pour François Fillon**, fidèle à son rôle, la mèche en plus, la moustache en moins, de « Monsieur Plus » de la cure d'austérité annoncée au pays, voire 130 milliards pour l'iconoclaste Hervé Mariton ! Bruno Le Maire fait, lui, plutôt dans l'éradication du fonctionnaire, cette corporation qu'il est tellement fier d'avoir quittée qu'il entend supprimer un million de postes ! Un exemple parmi d'autres de ce maximalisme réside dans le sort réservé à l'Aide médicale d'Etat (AME), délivrée aux étrangers sans ressources et sans papiers.

En 2012, le candidat Sarkozy, pourtant élève assidu de la fort droitière école buissonnière, du nom de son conseiller, le maurassien Patrick Buisson, avait résisté aux assauts de Jean- François Copé, qui l'exhortait à supprimer l'AME. Au nom de la perpétuation d'une tradition humaniste, Nicolas Sarkozy s'était refusé à « *remettre en cause cette générosité française* ».

Quatre ans plus tard, ni l'ex-chef de l'Etat ni ses concurrents n'éprouvent d'états d'âme au moment de couper une dépense somme toute modeste pour la réserver aux seuls soins vitaux. C'est que si la France endure un chômage massif de 3 millions et demi de personnes, la droite, elle, cible un ennemi privilégié : l'assisté ! Patrick Buisson a beau avoir été évincé depuis qu'il a été surpris écoutant aux portes de la sarkozie, magnétophone dans la poche, son influence perdure : c'est lui qui a sculpté les contours de cette « *droite décomplexée* » sans tabou ni pudeur dont il rêve de longue date. Son meilleur élève, le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, ferraille contre le « *cancer de l'assistanat* ». Car en matière de chasse aux « *assistés* », l'ardeur n'attend pas le nombre des années : c'est le benjamin de la compétition, Bruno Le Maire, qui fait preuve de la plus grande ingéniosité en préconisant le contrôle des comptes bancaires des bénéficiaires du RSA qui s'élève, rappelons-le, à 524 euros par mois. Etrangement, le candidat du «

renouveau » (« *C'est Bruno!* ») se montre moins imaginatif pour lutter contre la fraude fiscale, qui coûte cinquante fois plus cher à l'Etat.

Cette « *fuite en avant* » libérale désespère le député (LR) des Yvelines Henri Guaino : « *Tout le monde court après Macron et s'en remet aux mêmes solutions qui échouent partout: tailler dans la dépense publique et flexibiliser.* » L'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy est bien en peine de trouver parmi ces recettes quelques vestiges de l'archéologie du gaullisme social, qu'il vénère. Car ce qui frappe dans l'examen comparé des propositions des candidats à la primaire de la droite, c'est leur gémellité. Chez les deux favoris, Alain Juppé et Nicolas Sarkozy, elle est même revendiquée haut et fort, tant, de part et d'autre, on est convaincu que c'est sur la seule personnalité des deux champions que se fera la différence au fond des urnes de la primaire. Résultat, une doxa hégémonique, une sorte de « *pensée unique* » libérale qui ne laisse aucune place à l'imagination, et encore moins à la nouveauté, s'impose et tient lieu de débat à droite. Le directeur de la Fondation Jean-Jaurès, Gilles Finchelstein, souligne que le grave affaiblissement de la social-démocratie ne saurait « *masquer la crise d'identité d'une droite qui, un peu partout en Europe, en Espagne comme en Italie, en Grande-Bretagne et même en Allemagne, ne va guère mieux* ». Sous la poussée de la menace populiste et xénophobe, les conservateurs se réfugient dans une « *politique de slogans* », selon la formule d'un ténor de LR, primaire et stérile. Au risque de réveiller les mânes de « *la droite la plus bête du monde* », jadis chère à Guy Mollet, et si prompt à gâcher ses chances de succès.

C'est l'espoir de François Hollande, qui dissèque avec attention la surenchère radicale dans laquelle sombrent les prétendants à la primaire de la droite. Le chef de l'Etat s'est engouffré dans l'étroite brèche pour tenter de réévaluer le bilan de sa propre action aux yeux de son camp éclaté. Gouvernée par un esprit de revanche à l'encontre d'un président qu'elle a toujours sousestimé, et dont elle a parfois contesté la légitimité, la droite pourrait, par ses excès, l'aider à se réinstaller dans une posture rassembleuse propre à affronter cette ère de tempêtes. En 1988, deux ans après avoir hurlé « *Au secours, la droite revient !* », les thuriféraires de François Mitterrand avaient entonné le refrain de « *la France unie* » pour perpétuer son règne à l'Elysée. Alors, ce vieux film, on se le repasse ?

A bas la dépense publique !

FF (François Fillon) AJ (Alain Juppé) NS (Nicolas Sarkozy) Réaliser 85 à 110 milliards d'euros d'économies en cinq ans et revenir à un niveau de dépenses publiques proche de 50% du PIB.

FF (François Fillon) Inscrire l'équilibre des finances publiques, y compris des finances sociales, dans la Constitution.

BLM (Bruno Le Maire) Remettre les comptes publics à l'équilibre seulement en 2022 afin de garder des marges de manoeuvres financières.

Chasse aux fonctionnaires

AJ NS Rétablir la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux.

BLM Supprimer un million d'emplois publics en dix ans.

FF Passer le temps de travail de 35 à 39 heures.

NS Mettre fin au statut systématique des fonctionnaires à vie avec la création d'un nouveau contrat de cinq ans dans la fonction publique.

BLM Supprimer le statut de la fonction publique territoriale pour réserver le statut de la fonction publique à ceux qui ont besoin d'une réelle indépendance (police, justice...).

FF AJ BLM Rétablir un jour de carence des fonctionnaires... **NS** ou deux jours !

Moins d'impôts, pour qui ?

AJ NS Faire baisser la pression fiscale.

AJ BLM Créer une loi de programmation fiscale.

FF Permettre à l'Etat de plafonner la hausse des impôts dans les collectivités.

BLM Ne pas augmenter les impôts pendant cinq ans.

L'ISF dans le viseur

FF AJ BLM NS Supprimer l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF).

AJ Alléger la taxation sur les dividendes et les plus-values.

NS Alléger les droits de succession et de donation et faciliter la transmission des entreprises.

FF Refondre la fiscalité du capital en instaurant une taxe forfaitaire modérée sur tous les revenus du capital.

BLM Baisser la fiscalité sur les revenus du capital à 25%.

Les entreprises choyées

FF AJ NS Abaisser le taux de l'impôt sur les sociétés pour se rapprocher de la moyenne européenne.

FF Supprimer la taxe à 75% versée par les entreprises sur les salaires supérieurs à 1 million d'euros par an.

Charges allégées

FF BLM NS Transformer le CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) en baisse directe de charges.

AJ NS Suppression totale des charges au niveau du Smic.

NS Rétablir les heures supplémentaires déchargées et défiscalisées.

AJ Transférer, par étapes, le financement de la politique familiale vers l'impôt.

Credo de la flexibilité

FF BLM NS Recentrer le Code du Travail sur les droits fondamentaux des salariés.

FF AJ BLM NS Supprimer la durée légale de 35 heures. A chaque entreprise de fixer la durée du travail dont elle a besoin dans le cadre d'une négociation.

FF AJ BLM NS Introduire dans le CDI « sécurisé » des motifs prédéterminés de rupture adaptés à l'entreprise, encadrés par la loi, homologués par l'administration.

AJ NS Plafonner les indemnités de licenciement.

BLM Créer un CDD renouvelable sans limite mais assorti de droits croissants pour le salarié, afin que l'employeur soit incité à opter pour le CDI.

BLM Créer l'emploi-rebond d'une durée limitée à un an, au maximum 20 heures par semaine. Sa rémunération, inférieure au Smic, viendrait compléter le RSA.

AJ NS Autoriser le travail le dimanche sous condition d'un accord d'entreprise.

AJ Neutraliser pendant cinq ans les obligations sociales liées au franchissement des seuils sociaux par les entreprises.

BLM NS Fusionner les instances de représentation « au-delà de 50 salariés ».

FF BLM NS Relever les seuils sociaux.

Contre le chômage

FF BLM Supprimer les emplois aidés et redéployer leur budget alloué vers les entreprises pour réinvestir dans l'apprentissage.

FF AJ BLM NS Etablir une dégressivité des allocations de chômage pour inciter à la reprise de l'emploi et à la mobilité.

FF Donner aux régions la responsabilité de l'enseignement professionnel et la possibilité d'adaptation régionale des diplômes.

FF Mettre en place une exonération de charges totale pour l'embauche d'un jeune en alternance.

BLM Réaffectation des crédits des contrats aidés (2,2 milliards d'euros) en faveur de l'apprentissage.

Réforme des retraites

NS Reporter l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans **FF AJ BLM** à 65 ans.

AJ NS Annuler la réforme du compte pénibilité.

AJ NS Affilier les nouveaux fonctionnaires recrutés à partir de 2018 au régime général et aux caisses de retraite complémentaires comme tous les salariés du privé.

NS Supprimer les régimes spéciaux.

Hantise de l'assistanat

FF AJ BLM NS Créer une allocation sociale unique, plafonnée en dessous du salaire minimum qui se substituerait au RSA, à la prime pour l'emploi, à l'allocation de solidarité spécifique, à l'allocation de parent isolé, au chômage de longue durée, à l'allocation d'adulte handicapé, au minimum vieillesse, au minimum d'invalidité et à l'allocation logement.

BLM Donner aux départements le pouvoir d'accéder aux comptes bancaires des titulaires du revenu de solidarité active (RSA) pour contrôler l'utilisation de cette allocation.

AJ Rétablir la loi Ciotti sur l'absentéisme scolaire pour permettre la suspension des allocations

familiales aux parents d'enfants absentéistes.

AJ NS Supprimer la généralisation du tiers-payant.

FF AJ BLM NS Supprimer l'aide médicale d'Etat pour la limiter aux soins urgents et vitaux.

FF Focaliser l'assurance publique universelle sur les affections graves ou de longue durée.
Introduire une franchise médicale universelle en fonction des revenus dans les limites d'un seuil et d'un plafond : le reste à payer étant pris en charge par la prévoyance et les assurances complémentaires.

Syndicats contournés ?

FF AJ NS En cas d'échec du dialogue social, permettre aux salariés de se prononcer, à la demande du chef d'entreprise, au travers d'un référendum qui s'imposerait aux syndicats.

AJ Fixer une limite de deux mandats consécutifs aux élus syndicaux.

AJ Limiter le temps consacré à l'exercice de leur mandat à 50% du temps de travail.

L'immigration façon FN

FF Inscrire dans la Constitution le principe selon lequel l'immigration dépend de la capacité d'accueil et d'intégration de la France.

Ecologie, stop ou encore ?

BLM Retirer le principe de précaution de la Constitution.

NS Attribuer au ministère de l'Agriculture le pilotage des politiques environnementales.

FF AJ NS Autoriser la recherche sur les gaz de schiste.

NS Affirmer un principe de pragmatisme de la gestion du parc nucléaire en rejetant l'approche idéologique de la loi de transition énergétique en confiant à l'Agence de Sûreté nucléaire la mission de fixer la durée de vie des réacteurs français.

NS Revenir sur l'objectif de 50% de nucléaire en 2025 et le plafond de 63,2 GW de capacité nucléaire installée.

BLM Investir dans l'éolien, le solaire, le biogaz pour devenir un pays leader en Europe.

BLM Maintenir l'interdiction sur la recherche et l'exploitation des gaz de schiste.